État, Hydro-Québec et résistance Cris

La colonisation de l'Amérique du Nord à l'entente de la Paix des Braves

6 ibid, p.62

7 Ce terme a été conceptualisé par Hobbes au 17e siècle dans son livre Le Léviathan. En résumé très bref, ceci représente l'État protecteur de la vie des citoyens, mais ne garantit par l'esclavage et autres formes d'abus des personnes. L'État est, selon lui, un contrat entre individus qui se soumettent à souverain ou une assemblée ayant le pouvoir absolu sur les sujets. Le souverain représente sa nation, donc il devient inhumain et se transforme à un homme artificiel possédant la raison d'État. La conception de l'État moderne dite démocratique vient de l'État Léviathan (si l'État est en danger ou en guerre, il ressort ses vrais caractéristiques, i.e léviathaniques). Il est un bon moyen de contrer les guerres civiles et les révolutions. Par ailleurs, il peut aussi être défini comme un système autoritaire amenant l'"artificialisation", la mécanisation et la technicisation de la vie, i.e. la biosphère.

8 cité par Fredy Perlman, *Against His-story, Against Leviathan*, p.277

9 ibid, p.277

10 Textes rassemblés par T.C. McLuhan, *Pieds nus sur la terre sacrée*, p.153

11 cité par Fredy Perlman, *Against His-story, Against Leviathan*, p.283

12 ibid, p. 285

13 John S. Milloy, op. cit. p 58

14 Pierre Clastres, *De l'ethnocide*, 1974 Encyclopaedia Universalis

15 Textes rassemblés par T.C. McLuhan, *Pieds nus sur la terre sacrée*, p.59

16 Pierre Clastres, *De l'ethnocide et Société contre l'État*

17 Jacques T. Godbout, *Démocratie directe et démocratie représentative*, p.16

18 ibid, p.17

19 ibid, p.24

20 Mylène Jaccoud, *L'exlcusion sociale chez les autochtones*

21 ibid

22 *Above the law, partie I : Deception at Gustafsen Lake*

23 pamphlet d'Hydro-Québec intitulé *Le complexe La Grande*

24 Textes rassemblés par T.C. McLuhan, *Pieds nus sur la terre sacrée*, p.162-163

25 pamphlet d'Hydro-Québec intitulé *Le complexe La Grande*

26 Council of Nemaska First Nation Presentation, *Hearings on Draft Directives for EM1A Proposed Hydro-Electric Project*, mise en forme par Edna Neeposh, Deputy-Chief of Nemaska First Nation, 6p.

27 Delgado, Gian Carlo. *Privatizando el agua dulce de Mesoamérica*. Nueva Sociedad. No. 183. Enero-Febrero, 2003, Venezuela. Pris sur ecoportal.net, consulté en été 2003.

28 renvoie au concept développé par Jacques Ellul dans *Le système technicien.*

L'année 2003 a eu son lot de manifestations de colonialisme contemporain et de résistance autochtone. En fin mars 2003, des Mohawks de Kanesatake érigeaient une barricade pour protester contre le système anti-démocratique et étatique des Conseils de bande. James Gabriel, chef de Kanesatake, a été expulsé par certains membres de la communauté à cause de son implication dans l'implantation du service de police et de d'espionnage dans la communauté. Il a par la suite été restitué par le gouvernement canadien. Quelques semaines plus tard, c'était au tour des Attikameks de Manawan et de Weymontachie d'ériger des barricades en forme de protestation contre la coupe forestière intensive. Ils étaient appuyés par des Algonkins d'Abitibi. Le 3 décembre 2002, les Anishinabeks de Asubpeesch-oseewagong (Grassy Narrows) avaient érigé une barricade pour protester le saccage de leur territoire. Ce blocage a duré plus d'une année et était situé sur une route de coupe au Lac Slant, 80 km au nord de Kenora, en Ontario, près de la frontière avec le Manitoba. Après avoir protesté légalement et sans succès contre la coupe à blanc, cette communauté autochtone érigea une barricade de manière à protéger ses droits de chasse, de trappe et de pêche sur ses terres d'usage coutumier de près de 4 000 km carrés. C'est aussi en 2003 que les Innus ont vu les compagnies se diriger vers l'île René-Levasseur pour effectuer d'autres coupes à blanc. C'est aussi dans le début des années 2000 que Hydro-Québec et le gouvernement du Québec vont entreprendre un des plus gros tours de passe-passe de l'histoire d'ici. Plusieurs Cris se sont révoltés. Voici un compte-rendu incomplet de leur lutte contre les centrales hydroélectriques.

édition La Mauvaise Herbe
mauvaiseherbe@riseup.net
Montréal, automne 2003
Révisé en automne 2013

Le passé de l'État en Amérique du Nord (comme ailleurs) est une histoire de lâche.

Les études démographiques les plus récentes ont suggéré que la population autochtone dans la soi-disante Amérique, avant 1492, variaient entre 70 à 100 millions de personnes, de 3 à 4 fois plus élevées que la population européenne à la même époque. Aujourd'hui, elle compte environ 40 millions de personnes à travers toutes les Amériques. Les indigènes du monde entier forment les classes les plus exploitées et opprimées de la population mondiale. « Sauf quelques exceptions, les indigènes étaient regroupés en société communautaire et sans classes, avec des aspects fortement matrilinéaires. La sphère politique de la vie indigène n'étaient pas dominée par les hommes, et, dans certains cas, elle était sous la responsabilité des femmes. Les âgé-e-s tenaient une position d'importance et d'honneur pour leurs connaissances. Il n'y avait pas de prisons, les peuples indigènes avaient développé des méthodes de résolution de problème communautaire et il y avait peu de crimes antisociaux. Les décisions communautaires étaient fréquemment décidées par consensus et discussions auprès de toute la population. Mais les Premières Nations n'étaient pas parfaites, étant humains ils ont, ont encore, leurs lots d'inconsistances et pratiques qui ne sont pas positifs»1.

Lorsque Cristoforo Colombo débarqua sur Guanahani le 12 octobre 1492 et entra en contact avec les Taino Arawaks, il a écrit : « Après avoir conclu les formalités de prise de possession de l'île, des gens commençaient à venir sur la plage… Ils sont des gens amicaux et en bonne disposition qui ne transporte pas d'armes sauf pour des petites lances. Ils vont faire de bons servants agiles… Je pense qu'ils peuvent facilement être convertis au Christianisme, puisqu'ils n'ont pas de religion. Si ça lui plaît, Mon Seigneur, je vais prendre six entre eux lors de mon départ ».2 La mission de Colomb était double : la christianisation des autochtones et l'expropriation des terres. La christianisation implique une attaque sur les cultures non-européennes et une forme de sanction légale et morale pour une guerre de conquête. Puisque la région des Caraïbes ne débordait pas en or, les femmes libres et les hommes libres étaient ramenés comme esclaves en Espagne. L'année suivante, le Pape Alexandre VI publia Inter

strandardisée. Par contre, il n'y a pas de façon de détourner les techno-sciences dans un potentiel libérateur parce qu'elles se développent dans l'ordre et la discipline prescrite par le paradigme scientifico-militaire des recherches modernes.

Face à cette guerre perpétuelle qui dure depuis des milliers d'années contre la Terre et ses habitants par la machine de guerre État/Capital, nous revêtons l'armure (les rôles de bureaucrates, d'ouvriers, techniciens, étudiants, etc…) qui sert à massacrer la nature et qui nous empêche d'entrer en relation égalitaire avec le reste du monde naturel. Toutes les formes d'oppression sont reliées à l'existence du capitalisme et de l'État, et l'État/Capital n'a pas besoin de créer des robots pour lui obéir, nous sommes devenus une partie même de ce système avec nos techniques et procédés de contrôle du comportement humain. La liberté est prise en chasse. Bientôt elle n'aura plus un coin où se cacher. L'électricité, ainsi que l'exploitation de la classe ouvrière, sont la base productrice du système techno-industriel, un système de destruction de la vie. Face à cette guerre menée par l'État et du Capital, quelques solutions possibles sont le sabotage de la machine, l'incendie des bureaux, les barricades pour nous défendre des flics et de l'action directe contre tous les acteurs impliqués dans le maintien de ces infrastructures.

Pour un monde libre et sauvage

Pour plus d'informations sur la Paix des Braves, veuillez visionner le documentaire One More River, disponible gratuitement sur le web au :

http://www.cultureunplugged.com/play/6391/One-More-River--The-Deal-That-Split-the-Cree

Références:

1 *500 years of Indigenous Resistance*, Arm The Spirit, Presse Abraham Guillen, p.8

2 *Colombo's log*, October 12, 1492

3 Ward Churchill, *Que sont devenus les Indiens d'Amérique?*, p.32

4 Textes rassemblés par T.C. McLuhan, *Pieds nus sur la terre sacrée*, p.54-55

5 ibid, p.56

un des projets du PPP appuyé par la Banque Mondiale (BM), le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Interaméricain de Développement (BID), le Global Environmental Facility (GEF) et autant les gouvernements du Nord que du Sud.

La privatisation toucherait directement les secteurs de l'industrie lourde, agroalimentaire et touristique. Cependant, en novembre 2002, on nous annonçait le développement économique d'une zone de construction de 8 977 km2 en vue de la production hydroélectrique et de télécommunication27 pour faciliter les voies de transports rapides d'exportation des biens agroalimentaires génétiquement modifiés, du pétrole, du gaz, de l'électricité et du bois vers les centres industriels. Ce développement techno-industriel de la région tropicale provoquera une grave crise écologique et sociale, entre autres par la stérilisation biotechnologique de plusieurs produits alimentaires. Plusieurs autochtones, d'ici et là-bas, résistent au développement économique destructeur de la nature. C'est à notre tour de passer à l'offensive : se reconnecter à la vie sauvage de ce continent, reconnaître le génocide des autochtones et commencer à résister efficacement la destruction de nos bio-régions.

Conclusion

Hydro-Québec incarne la continuité mercantile de l'exploitation des ressources naturelles sur les terres sauvages. Elle produit l'électricité, qui est à la base même de la force productrice des industries et de la technologie de nos sociétés. En effet, notre société est basée sur l'exploitation de la nature et du génocide des peuples autochtones. Ces terres au Nord de Montréal servent seulement à soutenir la vie artificielle en ville, centre des riches et des esclaves-ouvrier-e-s, et l'industrialisation massive des campagnes et des forêts. Toutes les « ressources » des régions sont aspirées par les usines de transformation de matière premire et sont ensuite envoyées vers les centres urbains non-viables. Tout ce qui est utile au bon fonctionnent de la machine : l'eau, le vent, la terre, les arbres, les animaux (incluant les humains) ont tous une place confinée dans le monde mortifère. Le système technique28 assure que le mécanisme de destruction massive de la planète se fait de manière rationnelle et

cetera divina. Ce document donna toutes les terres non-christianisées à l'Espagne et au Portugal. En 1497, c'est au tour d'Henry VII d'Angleterre de donner comme mission à Giovanni Caboto de « conquérir, occuper et posséder » les terres des « sans-religions et infidèles ».

Colomb était parti dans « l'espoir de découvrir des richesses sur des terres étrangères, et de s'en emparer par tous les moyens possibles afin de faire fortune et d'enrichir ceux qui avaient financé son entreprise. »3. En 1493, il installa sa force militaire de dix-sept navires sur Española et instaura une politique d'esclavage (encomienda). Ensuite, il procéda à l'extermination systématique du peuple Taino, qui passa de huit millions à trois millions en 1496 et à 100 000 au moment où il quitta Española. En 1514, on dénombra 22 000 Indiens survivants et en 1542, il n'y en avait plus que deux cents. Malheureusement, le processus d'extermination opéré en Amériques ne faisait que commencer. Une centaine de millions d'autochtones ont été « éliminés » lors de l'entreprise de « civilisation » menée par les Européens sur le continent. Aux spécialistes qui soutiennent que c'était surtout des épidémies qui avaient entraîné l'extermination des Indiens d'Amérique, Ward Churchill leur répond qu'un nombre considérable des victimes des camps de la mort nazis ont succombé à la famine et à des épidémies de typhus, de dysenterie et autres maladies. Dans les deux cas, les responsables ont infligé les conditions de vie qui ont entraîné la famine et la prolifération de maladies.

Expansion, Exploitation et Extermination, les 3 E de la Civilisation.

Le processus de colonisation était dirigé vers l'exploitation maximale des terres et des personnes vivant sur le continent. Pour les Européens, ce continent était une vaste étendue propice à l'expansion et à l'exploitation économique. Les premières activités des Européens ont été l'accumulation de l'or et de l'argent par l'expropriation systématique, puis par des villages miniers peuplés d'esclaves Indiens. Des sources nous disent que jusqu'en 1650, 180-200 tonnes d'or ont été exportées en Europe. Ensuite, il y a eu les « encomiendas », une forme de taxation imposée sur les communautés autochtones qui ont été soumises. L'esclavage a été une activité

économique importante. Les esclaves autochtones étaient exportés en Europe ou travaillaient à la déforestation, puis sur les plantations de cultures intensives (encore aujourd'hui). La population autochtone, durant une période de 100 ans, déclina jusqu'à 12 millions de personnes. Ceci est le Génocide perpétré par nos ancêtres. Ces méthodes (relocalisation, déportation et expropriation) avaient déjà été pratiquées en Europe avec la paysannerie de toutes les régions, ainsi qu'avec les bohémiens, les maures, les juifs, etc. Cette utilisation d'esclaves Indiens et Noirs, avec un système mercantile d'exploitation des ressources naturelles a permis au mode de production capitaliste de développer des manufactures et des industries en Europe, aussi appelé la « Révolution Industrielle ».

Les immigrants européens (français, anglais, hollandais, espagnol, suédois, portugais) dans le « nouveau » continent n'ont jamais eu à faire face à un État raciste autochtone. Plusieurs d'entre eux ont même trouvé refuge dans les communautés autochtones pour fuir l'oppression de notre civilisation. Or, les colons religieux, jaloux de cette liberté, commencèrent la destruction des bio-régions de ce continent et de ses habitants. Allons voir comment les autochtones ont décrit cette invasion, exemple du terrorisme international qui s'est abattu sur le continent depuis plus de 500 ans.

Discours d'un micmac prononcé en 1676 sur la côte acadienne aux Français :

« Vous reprochez fort mal à propos à notre pays d'être un petit enfer sur terre en contraste avec la France que vous comparez à un paradis terrestre parce qu'il vous donne, dites-vous, toutes sortes de provisions en abondance. Vous dites de nous que nous sommes les plus misérables et les plus malheureux de tous les hommes, vivant sans religion, sans éducation, sans honneur, sans ordre social et en un mot sans aucune loi, comme les bêtes de nos bois et forêts, manquant de pain, de vin et de milliers d'autres avantages dont vous regorgez en Europe. Écoutez, frères, si vous ne connaissez déjà les véritables sentiments que nos Indiens ont pour votre pays et pour toute votre nation, il est bon que je vous informe sans tarder.

6. la protection des sites de chasses, de pêche et de trappes
7. le contrôle des camps de travaux
8. que les routes soient entretenues au minimum pour éviter les accidents
9. Au niveau social, :
9.1. il y a trop d'étrangers suspects
9.2. il y a trop d'alcools et de drogues
9.3. que les droits des travailleurs cris soient respectés
9.4. il y a trop de crimes
9.5. il y a trop de problèmes familiaux reliés au travail
9.6. il n'y a pas assez d'argent pour la construction de maisons
10. les emplois offerts ne sont jamais définis en avance
11. que les impacts du passé soient résolus
12. il y a trop de mercure dans les eaux
13. que la connaissance des Tallymen cris doit être prise en considération
14. la protection des sites contre les braconniers
15. la protection de l'environnement à chaque étape de la construction.

Comparaison entre la Paix des braves et le Plan Puebla-Panama

Pour ceux et celles qui ne sont pas sûr que la Paix des Braves est une conséquence directe de la mondialisation coercitive et capitaliste, servant seulement les intérêts des corporations financières et industrielles capitalistes, comparez avec ce qui ce passe en méso-amérique. L'accord Plan Puebla-Panama planifie le développement, légitime la privatisation et enlève toutes frontières au libre-échange à travers toute l'Amérique centrale continentale. Elle a récemment exposé l'intention de construire environ une centaine de projets hydroélectriques qui a comme pour principal objectif de fournir de l'énergie à bon marché aux corporations qui s'installent dans cette région.

Le PPP est une autre stratégie capitaliste pour contrer la crise énergétique états-unienne. L'eau, comme ressource naturelle en Amérique centrale, a toujours été convoitée par les États impérialistes pour leur potentialité communicationnelle (ex : le canal Panama) ou pour la production énergétique (hydraulique). La construction de barrages hydroélectrique est

Dans les années 60, les camps d'Hydro-Québec exploraient la région de la Rupert / Broadback. On prévoyait déjà inondé le lac Nemaska, lieu où se trouvait notre ancien village. La compagnie de la Baie d'Hudson ferma ses portes et les gouvernements nous poussèrent à l'exil. Nous demandâmes de l'aide à l'Association des Indiens du Québec, mais nous n'avons jamais eu de réponse. En 1970, on commença les déportations forcées. Nous fûmes victimes d'exclusion dans les villages d'accueil. Nous décidâmes de retourner dans la région en 1977. Notre village compte aujourd'hui plus de 600 habitants. Nous sommes entourés par Hydro-Québec : 7 lignes de transmission sur le territoire, 2 postes d'Hydro (Nemiscau et Albanel), présence de routes d'accès, une résidence permanente des travailleurs d'Hydro et plusieurs camps de travaux.

Il n'y a jamais eu d'études d'impact concernant la dérivation de la rivière Rupert parce que le gouvernement affirme que la Rupert fait partie du complexe La Grande et qu'il y a déjà assez d'études faites pour La Grande. Lors de la Convention de la Baie James, on nous promettait de faire participer les communautés cris, ce qui n'a jamais eu lieu. Avec la Paix des Braves, on nous demande notre avis, mais il est trop tard, les dégâts sont déjà faits. Le gouvernement nous a annoncé son désir le 9 mai 2003 durant le Goosebreak. Le rapport du projet devient accessible le 16 mai 2003. L'administrateur local en environnement nous l'a donné le 26 mai 2003. Les trappeurs de la région travaillent en mai. De plus, il reste que le langage et la terminologie du rapport ne sont pas compréhensible pour la majorité de la population crie.

Notre communauté, ayant peu de temps pour se prononcer sur la question, désire quand même vous informer (le gouvernement) que nous avons certaines préoccupations :

Nous voulons
1. que le débit de la Rupert soit conservé le plus possible
2. le maintien le plus possible des débits des autres rivières
3. le maintien du niveau du Lac Nemaska
4. la protection de l'esturgeon
5. la protection des sites historiques cris

Croyez bien qu'aussi misérables que nous paraissions à vos yeux, nous nous regardons néanmoins comme le plus heureux que vous, en ceci que nous nous contentons du peu que nous avons… Vous serez profondément déçus si vous pensez nous persuader que votre pays est meilleur que le nôtre. Pourtant si la France est, comme vous le dites, un petit paradis terrestre, est-il sensé de le quitter? Et pourquoi abandonner femmes, enfants, parents et amis? Pourquoi risquer vos vies et vos biens chaque année?Et pourquoi vous aventurer et prendre de tels risques quelle que soit la saison, affronter les orages et les tempêtes de la mer pour venir dans un pays étranger et barbare que vous considérez comme le plus pauvre et le plus malheureux de la terre? (…) malgré vos apparences de maîtres et de Grands Capitaines vous n'êtes que de simples journaliers, valets, servants et esclaves se faisant une fête de nos vieux chiffons et misérables vêtements de peaux qui ne nous servent plus, et vous venez chercher ici, en pêchant la morue, de quoi vous consoler de la misère et de la pauvreté qui vous accablent. Alors que nous, nous trouvons toutes nos richesses et toutes nos commodités chez nous (…) Maintenant dites-moi un peu, si vous avez un peu de bon sens, lequel des deux est le plus sage et le plus heureux : celui qui travaille sans cesse et n'obtient qu'à grand-peine juste assez pour vivre, ou celui qui se repose confortablement et trouve tout ce dont il a besoin dans les plaisirs de la chasse et de la pêche?

(…) Et si nous n'avons plus parmi nous de ces vieillards comptant cent trente ou cent quarante ans années, c'est seulement parce que peu à peu nous adoptons votre manière de vivre; parce que, comme l'expérience le montre, ceux des nôtres qui vivent le plus longtemps sont ceux qui méprisent votre pain, votre vin, votre eau-de-vie, se contentent de la chair du castor, de l'élan, de l'oiseau et du poisson, et vivent en harmonie avec la coutume de nos ancêtres et de toute façon la nation gaspésienne. Apprenez maintenant, mes frères, une fois pour toutes, parce que je vous dois la vérité : il n'y a pas d'Indien qui ne se regarde comme infiniment plus heureux et plus puissant que le Français. »4

En pénétrant plus profondément dans les terres, Samuel de Champlain

attaqua les communautés Onondago, utilisant les Wendat (Huron) comme guerriers, ce qui tourna les Haudenosaunee (Confédération Iroquoise) contre les Français. Les Français et les Micmacs armés des Français attaquèrent les Béothuks de Terre-Neuve, ce qui provoqua le début de l'extermination de la nation Béothuks. Les Français, et les Hollandais, donnèrent des récompenses aux Indiens pour chaque scalp rapporté. Ceci a accentué la pratique du scalpage chez les Indiens, certains pernsent même que la pratique a été introduite et encouragée par les Européens .

Face à l'invasion des États, de son système technico-patriarcal (domestication, division du travail, mécanisation, manipulation génétique et autres techniques de domination) et son mode de production mercantile (pillage des ressources, esclavage, forçat, colonisation), Adario, un huron au 17e siècle, s'exclama ainsi :

« Non, vous êtes déjà si misérables que vous ne pouvez le devenir plus. Quel genre d'hommes doivent être les Européens? Quelle espèce de créature choisissent-ils d'être? Les Européens, ceux qui sont forcés de faire le bien et qui n'ont, pour éviter le mal, d'autre inspiration que la peur de la punition (...) »5

Smohalla, des Sokulks, remarqua l'incompatibilité des cultures et des façons de vivre :

« mes jeunes gens ne travailleront jamais, les hommes qui travaillent ne peuvent rêver; et la sagesse nous vient des rêves »6

À la fin des années 1600, la compétition entre les États européens domina le processus de colonisation en Amérique du Nord. Un des premiers peuples à tomber sous le joug du Léviathan7 (système étatique) se nomme les Pequots. Les Puritains anglais attaquèrent les Pequots durant la nuit, ce qui est digne d'une grande preuve de courage selon les Puritains. Voici un extrait du massacre :

Brought out a firebrand, and putting it into the Matts with which they were covered, set the Wigwams on Fire. Both fires meeting

km2 seront inondés. Il va aussi falloir transférer les trois lignes de transmission (725kV) vers Québec. Il y a aussi la construction de nouvelles routes (100 km) et de camps de travaux d'Hydro. Il y a trois ans (avant la Paix des Braves), le gouvernement a construit une route (la Route du Nord) amenant sur le lieu de la dérivation. Les routes sont toujours un avant signe-coureur du développement industriel. C'est la Corporation de General Électric (usine qui était située à Lachine près de l'autoroute 20) qui s'occupe de la construction des structures de métal soutenant les câbles, les turbines–alternateurs et les réacteurs d'hydroélectricité.

Les impacts sont nombreux. Plus de 50% du territoire de Nemaska va être directement touché. Ces terres sont des terres forestières non-commerciales. L'inondation des terres du bassin versant Mistissini provoquera un relâchement du mercure dans les eaux. Avec la dérivation de la Rupert et de l'Eastmain, l'eau de la majorité des villages cris sera contaminée par le mercure. Les impacts sur l'environnement biophysique sont les suivants : changement au sein de la flore et de la faune terrestre et aquatique, concentration du mercure, l'esturgeon sera en voie d'extinction, confusion de la migration des poissons, moins de débits (stagnation des eaux, couloir serré pour les poissons, extinction des poissons en profondeur), déplacement d'une communauté crie de plus de 3000 habitants. Les impacts sur l'environnement social sont les suivants : destruction des anciennes routes de navigation, plus de dépendance aux voitures, eau non-potable, élimination presque complète du mode de vie de chasse, pêche et de trappe, les nouvelles routes facilitent le braconnage, plus de papiers bureaucratiques à respecter.

Assemblée publique de la communauté de Nemaska

Nemaska est situé sur le Lac Champion, connecté au système de rivière Pontax. Ce village est composé de plus de 600 individus.

Voici un résumé de la lettre26 envoyée au gouvernement du Québec concernant la consultation auprès de la population de Nemaska.

Saguenay-Lac-St-Jean.

Les barrages de Eastmain 1, Eastmain 1-A et la dérivation de la Rupert

Les deux objectifs de ces projets sont : être compétitif sur le marché économique continental engendré par la Zone du Libre Échange des Amériques; et d'assurer une croissance continue des ventes sur le marché. La dérivation crée des inondations des terres de la région de Mistissini, de Eastmain et de Wemindji, et réduit le débit de la Rupert dans la région de Nemaska, de Waskaganish et de la Eastmain à 10 % du débit actuel. Le responsable des études d'impacts et du support logistique et technique d'Hydro-Québec est la Société d'énergie de la Baie James. Ce groupe de bureaucrates est financé par l'État et sert à produire des rapports bidons avec une rhétorique vide de contenu. Ces bureaucrates affirment avoir fait des études, mais il n'y a aucune façon de voir les démarches, les notes de terrain et les résultats concrets de ces études. Pour ce faire, la société se cache derrière l'accord de Boumhouman signé le 7 février 2002. L'entente vante que toutes les parties concernées ont signé et que les études d'impacts environnementales exécutées dans les années 70 pour la Convention de la Baie-James suffisent pour aller de l'avant avec les nouveaux projets proposés. L'entente a été signé lorsque l'opposition commençait à s'organiser. Plusieurs ont voulu revenir sur la décision afin de refuser cet accord, mais il était trop tard. Une fois signé, l'État ne revient plus en arrière. L'opposant Matthew Mukash a été élu en 2005 avec 56% des votes et il a été incapable de quoique ce soit pour annuler l'entente. En 2003, on a aussi appris que la grande majorité des trappeurs refusaient cette entente et que seul le président de l'association des trappeurs a accepté de donner son accord. Finalement, dans les 2 000 employés cris embauchés en 2002, même conséquence qu'en 1975, il n'y a moins que dix qui sont restés employés après quelques mois.

La dérivation complète est prévue pour 2007. La dérivation de la Rupert comprend la construction de 4 barrages, 1 spillway, plus de 51 digues, 2 baies de dérivation, un canal de 12 km, une structure de relâchement des eaux et une structure de contrôle des eaux. 395 km2 seront affectés et 230

in the centre of the fort (as the Puritan chooses to call the Pequot village), blazed most terribly, and burnt all in the space of half an hour.

Many courageous fellows were unwilling to come out, and fought most desperately through the palisades, so as they were scorched and burnt with the very flame and were deprived of their arms...8

Le massacres d'enfants, jamais vus dans ce coin du pays jadis, furent ce que l'homme blanc amena de plus civilisé. Le Dieu de l'homme blanc

hath no respect to persons, but harrows them, and saws them, and puts them to the sword, and the most terriblest death that may be. Sometimes the Scripture declareth women and children must perish with their parents. Sometimes the case alters, but we will not dispute it now. We had sufficient light from the word of God for our proceedings.9

Aux yeux de ces braves soldats civilisés, ce continent vierge était seulement peuplé de tribus guerrières composées de lâche qui ne peuvent rien contre des "piromans" carabinés qui tirent sur leurs ennemis pas complètement brûlés vifs. Qualifiant les raids de cruels et d'actes de guerre, ces soldats créèrent leur propre bravoure, des exploits allant jusqu'aux exterminations de masses modernes. L'histoire est écrite par les vainqueurs.

Puis après vient le temps des Narragansetts, des Massachusets, des Wampanoags à subir le même traitement, tous des humains qui ont aidé les pauvres Européens. Ces peuples ont été décimés, non brisés, massacrés, et non défaits, déplacés et non domestiqués. C'est suite à l'extermination que la nouvelle élite des colons anglais se retourna contre son propre peuple et commença la chasse aux sorcières et aux radicaux. C'est au même moment qu'on importa de plus en plus de noirs « prédestinés » à l'esclavage en Virginie pour remplacer les autochtones morts qui ne voulaient pas joindre les camps de travail. Dans cet empire, qui est en fait un réseau d'échanges et de marchés, les États se compétitionnèrent pour la position privilégiée sur le marché mondiale.

Tecumsheh, des Shawnee, écria un jour:

Où sont les Pequots aujourd'hui? Où sont les Narragansetts, les Mohawks, les Pokanokets et toutes les tribus autrefois puissantes? Elles ont disparu devant la rapacité et l'oppression de l'homme blanc, comme la neige devant le soleil d'été.10

Les Pionniers ne peuvent plus attendre. Ils ont besoin d'exterminer les habitants pour s'approprier et violer ses champs, ses forêts et rivières. Les deux plus grands massacres ont dû être ceux de Paxton et de Gnadenhütten, exemple historique du cannibalisme européen.

Thou shalt consume all the peoples that the Lord thy God shall deliver unto thee; thine eye shall not pity them...11

C'est avec une philosophie comme cela que nos ancêtres attaquèrent les villages pacifistes des Mahican, des Lenni Lenape et des Shawano. La déclaration d'indépendance des États-Unis donna le signal à plus de massacres. L'ordre donné du Général Washington au Général Sullivan était de « détruire totalement les villages Iroquois ». Anthony Wallace rapporta :

The roter of destruction is a long time one (and it earned Washington the name of Town Destroyer) : Three towns on the Chemung River; three towns on the Tioga River; all of the dozen or so Cayuga and Seneca towns on the route westward to the Genesee River; and the complex of settlements at Genescoitself... Before the Revolution, the Six nations and their dependents had lived largely in some thirty thriving villages scattered from the Mohawk River to Lake Erie and the Ohio country. Of all these towns, by the spring of 1780 only two survived undamaged. The others were in ashes or empty, moldering in rain and wind...12

Dans la conquête des Grands Lacs, c'est au tour des Ojibwa, Potawatomi et Miami d'être massacré dans le vent du Progrès et de la Civilisation. Ailleurs, les guerres anglo-francaises et indiennes fut le terrain de jeu des armes bactériologiques. La première lutte bactériologique répertoriée dans

d'affirmer des absurdités du genre « En plus de protéger des crues et d'assurer un approvisionnement continu en eau, les réservoirs constituent de véritables centres d'activités récréatives », « des paradis du plein air », « l'accessibilité et la qualité de la pêche », « de puissants moteurs pour l'économie locale », « bénéficiant de l'accord des communautés locales » et « Hydro-Québec est l'entreprise qui investit le plus en recherches pour évaluer les effets de ses projets sur l'environnement et la société ». Rappelons-nous que pendant que Hydro-Québec augmentait encore une fois les tarifs cette année, le président d'Hydro-Québec a affirmé que si les Québécois avaient consommé moins d'électricité, Hydro-Québec aurait pu augmenter ces exportations vers les États-Unis et, par conséquent, aurait pu augmenter leur profit. Fier partenaire de plusieurs festivals ridicules, comme celui de la Fête nationale, il serait bien de se rappeler que le gaspillage d'énergie est avant tout causé par les industries du secteur d'exploitation et de transformation des ressources (aluminium, pâte et papier, raffinerie), les laboratoires, les entreprises, les bureaux gouvernementaux et les centres commerciaux.

À partir de 1987, Hydro-Québec entreprit la construction de cinq nouvelles centrales : LG1 (1 368 MW) complétée en 1994, LG2-A (1 998 MW), Laforge1 (840 MW) achevée en 1994 qui a permis la création d'un nouveau réservoir d'importance d'une superficie de 1 288 km2, Laforge2 (310 MW) achevée en 1996 crée un réservoir de 240 km2, Brisay (450 MW) achevée en 1993.

« Du complexe La Grande… à chez vous! »

Au total, le complexe La Grande génère plus de 15 000 MW et ceci, avant même le détournement de l'Opinaca, l'Eastmain et la Rupert. Deux grands couloirs de transport d'énergie sont nécessaires pour alimenter les villes du Sud. Le poste Radisson comprend trois lignes à 735 kV qui acheminent la majeure partie de l'électricité produite vers le centre de consommation de la région de Montréal. Une autre ligne à 450 kV permet « d'honorer les contrats d'exportation en cours avec les États du nord américain »25. Le second couloir de transport d'énergie comporte aussi trois lignes à 735 kV qui relient les postes Chissibi et Lemoyne aux régions de Québec et du

Le mal nécessaire d'il y a 30 ans, selon les technocrates, était de transformer 176 000 km2 à une mégarivière productrice d'électricité. La rivière, élément que nous retrouvons dans notre milieu naturel, devient une force de production. Émanciper les forces productrices signifie donc de libérer les ouvrier-e-s de leurs travaux forcés et de restituer le milieu naturel.

Hydro-Québec dans la Baie-James

Les monstres de béton dénommés LG1, LG2, LG3 et LG4 (10 282 MW) ont été construits en 12 ans, de mai 1973 à décembre 1985. Afin de maximiser le rendement économique de la production énergétique, l'État a procédé à quatre détournements majeurs : la rivière Caniapiscau (qui se dirige habituellement vers le Nord vers la Baie d'Ungava, à travers le village inuit Kuujjuaq), la rivière Opinaca, la rivière Eastmain (le village de Eastmain) et la rivière Rupert (le village de Nemaska et Waskaganish). LG2 a pris 8 ans pour la construire et elle comprend 16 groupes turbines-alternateurs (produit par la compagnie General Electric) pour une production de 5 328MW. Le réservoir a nécessité 31 digues et un barrage. LG3 possède 12 groupes turbines-alternateurs offrant une puissance de 2 304 MW. LG4 possède 9 groupes turbines-alternateurs pour une puissance de 2650 MW.

L'objectif officiel des détournements de rivière, selon Hydro-Québec, consiste à régulariser le débit de La Grande Rivière. Pour détourner la rivière Caniapiscau, il a fallu ériger 2 barrages et 91 digues sur un territoire près de 10 000 km2. On a aussi coulé des tonnes de bétons pour construire un évacuateur de crues et un ouvrage régulateur. Les détournements de la Eastmain, l'Opinaca et la Petite rivière Opinaca ont eu comme conséquence la construction de 3 barrages, 8 digues, 2 évacuateurs de crues et un ouvrage régulateur. Les travaux ont commencé en 1997, cinq ans avant que le Grand Conseil des Cris accepte officiellement le projet. Dans le bulletin d'information de la clientèle d'Hydro-Québec juillet-août 2003, Hydro-Québec sent le besoin de soigner son image crasseuse. Avec un faux bilan environnemental positif des réservoirs (puisque les informations sont détournées et il y a négation des impacts négatifs), Hydro-Québec continue

l'histoire a été pratiquée contre la confédération des Algonkins de Pontiac par le général Sir Jeffrey Amherst de l'Angleterre en 1763. Mais déjà en 1675, les nations Wampanoag et Narrangansett croyaient que les commerçants anglais avaient volontairement répandu la variole dans certains de leurs villages. Ensuite, les États-Unis ont transféré en masse les nations autochtones à l'Ouest du Mississippi.

La déclaration d'indépendance a mis, pour une longue période, la classe ouvrière dans les rangs de la bourgeoisie nationale. Et c'est comme cela que se réalisa le massacre de gens libres au nom d'une liberté à venir (qui ne s'est jamais réalisée). Le Patriote actif est un meurtrier de masse. Le Patriote passif est un voyeur cruel. C'est ainsi que les mensonges sur la liberté, la vie et la joie deviennent réalité. D'une part, les Britanniques voulaient préserver les communautés autochtones (les Cris et les Inuits entre autres) dans leur état dans un intérêt purement mercantile, d'autre part, les américains établissaient un État ravageur de la vie. En 1850, la « Destinée manifeste », philosophie de la classe politique américaine, légitimise la prise de possession de tous les territoires indiens.

Les deux formes d'État sont impérialistes, créateurs d'esclaves et de camps de travaux, administrés par le marché mondial. Il n'y a pas que la Fourrure qui intéressa l'Empire Britannique (comme l'Empire Français et Russe), des minerais comme le fer étaient très convoités, le pétrole et l'uranium par la suite. Le commerce des fourrures provoque d'énormes profits, qui sont réinvestis dans la production industrielle de vêtements, où les êtres humains deviennent peu à peu des outils de la machine. La Compagnie de la Baie d'Hudson est au centre de cette usine à fourrure qui a éliminé la présence de castor dans plusieurs régions. De plus, elle a été la voie d'introduction des maladies (variole, varicelle, rougeole, etc.) dans les régions des Cris et ailleurs.

Les Indiens encadrés par la Loi

Il était important pour l'autorité britannique de briser le pouvoir collectif des Premières Nations. Ainsi, les projets de christianisation et d'européanisation des peuples autochtones se sont développés comme

politique officielle. Durant les années 1850, un instrument a été crée pour cela : « The Gradual Civilization Act of 1857 ».

« the Act was based upon the assumption that the **full civilization of the tribes** could be achieved only when Indians were brought into contact with **individualized property**... Any Indian... adjudged by a special board of examiners to be educated, free from debt, any of good moral character could on application be awarded twenty hectares of land...»13

La « civilisation des tribus » signifie l'élimination des bases culturelles des Indiens pour que les autochtones ne se définissent plus comme nation. Cette destruction des cultures autonomes fait référence au concept d'ethnocide14. Elle est la destruction systématique des formes de vie et de pensées d'un peuple qui est différent de ceux qui perpétuent cette destruction. L'ethnocide partage avec le concept de génocide la vision identique de l'Autre. La différence est d'abord vu comme une « mauvaise » différence et elle est gérée selon la logique de la destruction.

La méthode la plus répandue d'expropriation des terres au Canada est celle effectuée par les traités, signés souvent avec une pognée de représentants choisis par l'État colonial. Une série de traités ont été négociés pour que les Indiens cèdent d'immenses territoires toujours dans un objectif d'exploitation de la nature : les terres du Lac Huron pour leurs potentiels miniers, les prairies pour l'agriculture, la Vallée Mackenzie pour le pétrole. Durant la signature, rien n'empêchait d'affirmer quelque chose et de faire signer autre chose.

Un Blackfeet près de la frontière du Montana s'exprima un jour :

« Notre terre vaut mieux que de l'argent. Elle sera toujours là. Elle ne périra pas, même dans les flammes d'un feu. Aussi longtemps que le soleil brillera que l'eau coulera, cette terre sera ici pour donner vie aux hommes et aux animaux. Nous ne pouvons vendre la vie des hommes et des animaux; c'est pourquoi nous ne pouvons vendre cette terre. Elle fut placée ici par le Grand Esprit et nous ne pouvons la vendre parce qu'elle ne nous appartient pas. Vous pouvez compter les

Les dommages écologiques collatéraux sont énormes. Pour augmenter la quantité d'eau dans le réservoir, la plupart des rivières adjacentes (jusqu'à 600 km de loin) sont et seront détournées pour alimenter une seule méga rivière. Nous pourrons dire un gros au revoir à la diversité et la particularité de la faune de la région. Hydro-Québec, dans ses pamphlets de propagande, vante des mesures d'atténuations des impacts négatifs, d'investissement financier et la mise en valeur du milieu, mais aucun exemple concret n'est donné.

Les dommages au niveau humain sont clairs aussi : haut taux de mercure dans le sang, délocalisation et relocalisation de villages, perte des pratiques culturelles et de mode de vie, acculturation et humiliation persistante. Le village de Chisasibi, situé aujourd'hui sur l'embouchure de La Grande, doit être relocalisé au complet pour la deuxième fois en 30 ans. Et certains anciens disent que cela faisait 4 000 ans qu'ils avaient une présence sur cette rivière. Le village de Nemaska (la pointe de l'ours), aussi appelé Nemiscau (le lieu où les poissons sont nombreux) a reçu la visite de la North-West Company au début des 1600. C'est par la suite que la Compagnie de la Baie d'Hudson a pris la relève. Ce village a été rayé de la carte dans les années 70 et recomposé dans les années 80. Avec la Paix des Braves, il voit leur lac devenir un petit étang. Sa population songe à re-déménager. Le village de Waskaganish (plus de 2000 personnes), qui veut dire « petite maison » en crie, et Eastmain (plus de 500 personnes) voit le débit d'eau réduit à 10% de l'ancien débit.

Le seul village de blanc près de la Baie James est un village créer par Hydro-Québec durant la construction du complexe La Grande. Il se nomme Radisson (hommage au coureur des bois) et elle ressemble plutôt à une base de technicien qu'à un vrai village. Les quatre autres villages de blancs (Chibougamau, Chapais, Lebel-sur-Quévillon et Joutel) sont situés à l'extrémité sud du territoire. On ne comprend même pas pourquoi ils sont considéré comme faisant partie de la Baie James. La capitale administrative est Matagami, un village formé de Cris, de Québécois francophone et de métis au sud de la Baie-James. Des bureaux administratifs se trouvent aussi à Chibougamau et à Radisson.

sur cette décision. Entre temps, la communauté Inuit / Cris de Kuujjuarapik / Whapmagoostui, située sur la Grande rivière de la Baleine ont récemment rejeté l'entente signée entre l'ancien Grand Chef des Inuits et le gouvernement québécois pour la construction d'un barrage sur la rivière Grande Baleine.

La dérivation de la Rupert, un mal nécessaire?

Hydro-Québec vante les mérites de l'hydroélectricité et affirme qu'elle est une pionnière en matière de développement durable. La compagnie ignore peut-être les impacts à la construction de barrages, de routes et d'aéroports, à la création de réservoir, l'inondation / assèchement sur les terres et la végétation taïga (tourbières, épinettes noires, pins gris, mélèzes, saules, lichens, mousses, kalmia, linaigrette, sarracénie, iris, thé du Labrador, etc) et la destruction des habitats (comme celui du castor et du porc-épic) des animaux. La presse écrite démontre aussi leur ignorance : « ils (les enfants) ont découvert les différents trésors de la nature qui siègent en sol québécois, tels que les cours d'eau, le système routier, les forêts et la végétation qui traversent les différentes régions administratives ». Bientôt nous pourrons manger du béton peut-être…

Ce sont ces conifères (et les mousses, les sphaignes, les épinettes, l'herbe de prairie) inondés qui est la cause du haut taux de méthylmercure (du mercure) dans les rivières et des émanations polluantes de CH4 (méthane) et de CO2 (gaz carbonique) qui sont des gaz à effet de serre. Ces émanations peuvent durer quelques décennies. Dans le cas du mercure, son niveau se retrouve très élevé dans les muscles des poissons (meuniers rouges et noirs, esturgeon, grand corégone, cisco de lac, grand brochet, touladi, doré, omble de fontaine et ouananiche), surtout ceux qui se nourrissent dans les profondeurs des rivières et des lacs. Certains de ces poissons sont pêchés par d'autres animaux (ours, lynx, vison, loutre, caribous, humains,…) et le mercure est transféré dans leur corps. D'autres poissons sont tout simplement vouer à périr puisqu'ils et elles ne peuvent plus remonter la rivière. Les oiseaux migrateurs (sterne, oie blanche, bernache, canards barboteurs / plongeurs / de mer, bécasseaux, pluviers, etc) perdent aussi leurs lieux de procréation.

grains de sable et les brins d'herbe de ces plaines. Tout ce que nous avons et que vous pouvez emporter, nous vous le donnerons, mais la terre, jamais. »15

Mais l'invasion des prairies canadiennes n'a pas été sans conflit. Les Métis – descendants de colons français et écossais et de Cris – se sont organisés et ont offert une résistance au Manitoba. La Rébellion de la Rivière Rouge a été déclenchée après que la Compagnie de la Baie d'Hudson ait vendu les territoires des Métis aux euro-canadiens et que le territoire métis ait été annexé au reste du Manitoba. 15 ans après leur première révolte, les Métis et les Cris ont une fois de plus propagé la résistance armée contre la colonisation. La guérilla des Métis prit fin avec la défaite de ces derniers. La résistance des métis et des cris en 1885 était le chapitre final de la résistance armée au Canada au 19e siècle.

La victoire décisive contre les autochtones du Canada se concrétisa en 1876, avec la Loi sur les Indiens, qui donna au Département des Affaires Indiennes le contrôle complet sur les affaires économique, social et politique des autochtones. Cette loi légifère l'institution des frontières canadiennes, la délimitation des territoires réservés aux autochtones, l'asservissement légal des Indiens à l'État canadien et la création d'une structure hiérarchique et autoritaire des Conseils de Bande, institutionnalisant le personnage du chef. Il est important de mentionner que les sociétés dites primitives étaient caractérisées par l'absence du pouvoir politique dans ces formes coercitives16. Le chef pouvait seulement essayer de persuader les autres, mais il ne pouvait pas les forcer à lui obéir. Comme Pierre Clastres le dit dans son livre La société contre l'État, il existe des sociétés qui connaissent l'État et font tout dans leur possible pour empêcher sa formation à son sein.

Plusieurs chercheurs pensent que « les sociétés sauvages, et plus particulièrement les bandes et les tribus de chasseurs-cueilleurs sont démocratiques »17. Ces sociétés sont peut-être les plus rapprochées d'un idéal de liberté. Devant une décision collective à prendre, « les membres de ces sociétés discutent et manifestent leur droit à l'opposition et leur liberté d'expression jusqu'à l'atteinte de l'unanimité »18. C'est les valeurs

sociales de production, d'accumulation, de croissance et du temps consacré au travail qui rendent difficile de transposer la démocratie directe (réfléchir et discuter) sur nos sociétés modernes industrialisées. En fait, le seul débat dans une démocratie représentative est sur qui vont décider en notre nom, pour ensuite, y exercer des pressions sur eux. En fait, le pouvoir des membres « dans la démocratie directe [est] sur les décisions à prendre, il se déplace dans la démocratie représentative, sur les décideurs »19. Finalement, l'échange des informations par la discussion permet une décision plus sage et d'atteindre un consensus.

La Loi sur les Indiens déclarait aussi qui était et qui n'était pas Indiens, enlevait le statut d'Indien aux femmes qui étaient mariées avec des non-autochtones, criminalisait les aspects vitaux de l'organisation autochtone comme les potlatch, les danses du soleil et les pow-wows. En 1894, des amendements à l'Acte autorisaient la relocalisation forcée des enfants autochtones aux commissions des écoles résidentielles (exemple de mesure ethnocidaire), en déportant les enfants en dehors des communautés. Les langues autochtones étaient interdites et des abus sexuels et physiques étaient fréquentes dans ces écoles.

Au début du 20e siècle, les États-Unis, la Norvège et le Danemark ont les yeux tournés vers la terre de Baffin, le Nord québécois et les autres îles nordiques. Le Canada dépêche la GRC sur-le-champ (1920-30). La première tâche de la GRC est de défendre les intérêts de la Compagnie de la Baie d'Hudson (LaBaie). Puis, c'est de forcer les communautés à se regrouper. Ensuite, il a fallu les maintenir, avec la force, à un même endroit et des convaincre d'abandonner leur mode de vie pour une de dépendance envers l'État. Après avoir déporté et stabilisé les communautés Inuits et Cris, la SQ prend la relève (1950) en s'assurant de protéger les infrastructures nécessaires à leurs acculturations (éducation, route, restaurant, électricité, tribunaux, police) et ainsi, créant des nouveaux débouchés pour les produits économiques technologiques et industriels (motoneige, télévision, téléphone, voiture, etc). Au même moment, une base militaire aérienne de l'OTAN s'établissait sur le territoire du Labrador.

(...)Nous savons qu'aussi longtemps que nous nous battrons pour nos droits nous survivrons. Si nous nous rendons, nous sommes morts.24

Cet accord a connu certaines réticences : les jeunes cris, les traditionalistes cris, certains chefs cris, les écologistes et certains nationalistes/opportunistes (qui se battent pour la sauvegarde des frontières étatiques de leur nation). La majorité des écolos et des traditionalistes font front commun dans Révérence Rupert. Cependant, cet accord a aussi des promoteurs. Chez les Cris, il s'agit surtout de l'élite crie, premier bénéficiaire puisque c'est elle qui contrôlera les subventions. Les négociateurs de l'entente sont Ted Moses, Bill Namagouse, John Longchap, Jean-Paul Murdoch et Roméo Saganash. Il y aussi un appui de la part de quelques fonctionnaires/bureaucrates cris qui y voient une façon de subventionner les institutions d'assimilations à la société dominante.

Durant les élections du Grand Chef des Cris en été 2002, Ted Moses a gagné les élections avec 2047 votes contre 2021 votes pour Matthew Mukash, un opposant à l'entente avec le gouvernement québécois. La combinaison de ces votes ne forme même pas 50% des gens en âge de voter. L'explication que donne Ted Moses sur le taux élevé d'abstention aux élections Cris diffère complètement de celui de Matthew Mukash. Pour le premier, il n'y voit qu'un fait qui joue en sa faveur puisqu'il s'agit d'un moyen qu'il pourra utiliser pour pouvoir soutirer plus d'argent au gouvernement du Québec. Quant à Mukash, il explique q'il existe une tradition abstentionniste chez les Cris : lorsque les gens sont en désaccord avec le déroulement des choses, on s'abstient d'y participer. Mukash croit que les gens savent qu'ils ne pourront pas changer les choses en participant aux institutions de l'État. La tradition abstentionniste encourage toute forme de non-reconnaissance des institutions imposés par la force colonial, que se soit du gouvernement du Canada ou celui du Québec.

Nous avons aussi su qu'il y a eu des irrégularités dans certains bureaux de votes. Quelques chefs de communautés se sont aussi montrés contre la dérivation et les projets hydroélectriques. Mais le gouvernement du Québec et le Grand Conseil ont affirmé qu'il était impossible de revenir

ailleurs, la Paix des braves constitue une convention complémentaire liée à la Convention de Baie James (1975). L'enjeu principal de l'accord a été l'accès aux ressources naturelles (minières, forestières et hydrauliques) pour une indemnité de 5 500$ par tête pendant 50 ans et pour une plus grande participation des Cris aux décisions concernant leur territoire (ne constituant pas la moitié du territoire de la Baie James). De plus, les dernières grandes rivières du Nord québécois, la Caniapiscau, l'Opinaca, la Eastmain et la Rupert, seront dérivés pour alimenter le complexe de La Grande. En ce qui concerne la majorité de l'électricité produite, elle sera exportée vers les grands centres urbains et ses banlieues.

Harold Cardinal, un Cree d'Alberta, a récemment écrit :

> Notre peuple n'y croit plus. C'est aussi simple et aussi triste que cela. Le gouvernement canadien peut promettre sa participation, des consultations, un programme progressif de développement économique et humain. Nous ne les croirons plus.
>
> Après des générations d'incessantes frustrations de la part du gouvernement canadien, notre peuple est las et impatient. Avant que le gouvernement canadien tente à nouveau de nous apaiser par des déclarations politiques hypocrites, des promesses encore plus creuses, de la rhétorique encore plus fourchue, notre peuple désire, notre peuple, les Indiens, demande l'exécution de tous nos traités et de tous nos droits d'aborigènes. La mise en application de nos droits par le gouvernement de la reine peut avoir lieu, avant toute coopération ultérieure, entre les Indiens et le gouvernement. Nous ne demandons rien de plus. Nous n'espérons rien de moins.
>
> (...) Les traités étaient les moyens par lesquels l'homme blanc légitimait aux yeux du monde sa présence dans notre pays. Ils représentaient un effort pour assigner une base aux conditions de l'occupation, pour éteindre légalement et moralement les revendications légitimes de notre peuple à la possession de la terre de notre pays. Il n'y a jamais eu de doute dans l'esprit de notre peuple sur le fait que la terre du Canada lui appartenait...

Aux États-Unis, la politique du Bureau des affaires indiennes des États-Unis est venue poursuivre le processus de colonisation : le transfert massif des enfants indiens des communautés autochtones dans des familles et des institutions euro-américaines afin qu'ils assimilent le systèmes de valeurs de leurs conquérants; et d'autre part, le programme de stérilisation non volontaire des femmes indiennes d'Amérique appliqué par l'Indian Health Service dans les années 1970 qui affecta 42 % des femmes indiennes en âge de procréer. Le gouvernement s'est aussi donné le plein pouvoir sur les terres indiennes à cause des sous-sols en ressources naturelles.

De retour au Canada, le gouvernement de Trudeau, ayant Jean Chrétien comme Ministre des affaires autochtones, a proposé au début des années 60 l'abolition des réserves et du statut d'Indien. Après avoir acculturé les peuples amérindiens (perte des connaissances relative au mode de vie sans État) et les avoir placé dans une situation de dépendance humiliante, ils ont trouvé rien de mieux que de les faire devenir citoyen d'un État qui les a toujours manipulés pour qu'ils viennent quémander de l'aide. Le capitalisme a suivi la même évolution. Dans le début du système industriel capitaliste, les patrons exploitaient les ouvrier-e-s sans merci, mais au moins, les ouvrierEs savaient qui était leur ennemi, ce qui explique en partie les fréquentes émeutes et actes de sabotage systématique des usines. Avec les syndicats, l'État providence et les réformistes, l'État a minimisé la misère de la machine en instaurant la journée de travail de 8h et quelques jours fériés. L'État-providence a contribué en quelque sorte à l'éclosion d'une classe moyenne fragile naïve. Et les ouvrier-e-s ont oublié peu à peu leur ennemi. Depuis une trentaine d'années, l'État retire son aide, le privée prend sa place comme auparavant, et les ouvrier-e-s ont oublié pourquoi ils et elles se battaient.

La répression des luttes autochtones

La réalité sociale et historique nous démontre que les États ont toujours essayé de situer les autochtones par rapport à leur identité nationale20, que ce soit par assimilation, exclusion, multiculturalisme, ségrégation ou ethnocide. En général au Canada, la ségrégation économique semble être la voie privilégiée par le gouvernement canadien21. Or, lorsque des

mouvements autochtones se battent sans compromis pour l'autodétermination et l'autonomie de leurs terres, le gouvernement canadien emploie la force pour éliminer ces « éléments perturbateurs ». C'était le cas en 1990 à Oka et en septembre 1995 à Gustafsen Lake22 en Colombie-Britannique. Dans ce dernier cas, un groupe paramilitaire de la Gendarmerie Royale du Canada a asiégé un petit groupe d'autochtones durant une cérémonie de la Danse du Soleil. La police, ayant comme complice les avocats, les procureurs et les juges, ont construit de fausses preuves pour justifier l'utilisation de mines antipersonnel afin d'assassiner deux individus.

En Amérique latine, les communautés autochtones se retrouvent limitées par les divisions internes, les intimidations des paramilitaires et les intérêts des multinationales. Dans certains pays, l'État exerce une violence systématique envers les communautés autochtones pour l'acquisition de terres cultivables et ayant des propriétés minières ou pétrolières. La réalité est souvent caractérisée par le terrorisme d'État (les paramilitaires UAC en Colombie par exemple) dans un contexte d'intimidation et de violence entre les militaires, les paramilitaires, et les guérilleros ou dans un contexte de révolte populaire (la révolte du gaz de Bolivie peuplé à 98% d'autochtones, résistance Mapuche au Chili et Argentine, résistance Guarani pour préserver leurs modes de vie et connaissances collectifs au Paraguay et au Brésil). Avec l'extension d'une Zone de Libre Échange des Amériques, les États ont facilité le pillage des terres et la réduction en esclavage des populations locales par le Capital.

Convention de la Baie James et du Nord-Québécois.

La négociation est toujours le moyen pour l'État de « contrôler la situation ».

Dans les années 70, les gouvernements du Québec et du Manitoba avaient orchestré une attaque simultanée contre les Cris en poussant de l'avant leurs projets hydroélectriques. En 1975, le gouvernement du Québec a conclu une entente avec les Cris du Québec. Mais les plans des projets de centrales hydroélectriques dans la Baie-James avaient déjà été décidés en

1971 : « le projet du siècle est finalement annoncé en avril 1971 », « Les travaux démarrent pour de bon au printemps de 1973 » et « les études qui ont mené à sa conception remontent même à une période antérieure à la nationalisation de l'électricité »23. Dès les années 60, la rivière La Grande (800 km de long, 3e plus long cours d'eau au Québec) a été inspectée. Déjà au début des années 50, les autorités avaient ordonné un inventaire de la région. Ceci aura comme conclusion la signature de l'entente. Cette entente sera baptisée la Convention de la Baie James et du Nord Québécois, permettant ainsi la construction de grands complexes (barrages, digues, réservoirs, réacteurs, ligne de montage, camp de travail, routes, etc) hydroélectriques dans le Nord.

La Convention de la Baie James et du Nord québécois dicte aussi les droits d'utilisation du territoire; les terres catégories I (14 025 km2) est réservées à l'usage exclusivement autochtone, les terres catégories II (162 324 km2) donne l'exclusivité des droits de chasse, de pêche et de piégeage exclusivement aux autochtones, et les terres catégorie III (889 650 km2) appartiennent à Hydro-Québec et au gouvernement québécois. Le découpage du territoire est fait en sorte que les territoires des communautés Cris ne se rejoignent pas entre eux, faisant obstacle à un éventuel autonomie du territoire.

La Paix des braves et la guerre contre la vie sauvage

L'entente de principe a été signée le 23 octobre 2001 entre le Grand Chef des Cris Ted Moses et le Grand Chef du Québec Bernard Landry, amenant à l'accord officiel signé le 7 février 2002. Deux jours plus tard, La Presse a déclaré Ted Moses personnalité de l'année, à trois reprises durant l'année. Ce dernier a aussi fait la promotion de cette entente devant le Sommet de la Terre en août 2002 en Afrique du Sud, perturbé par quelques émeutes.

La « Paix des braves » est vue par certains comme un pas vers l'autodétermination du peuple Cris : le dernier pas avant sa mort. Cette entente négociée à huis clos à été sujette à la désinformation. Ainsi, cette désinformation a été transmise à la population par le biais des médias. Par